



Affaire 26-271125

Règlement intérieur - Mise à jour - La réserve opérationnelle et les sapeurs-pompiers volontaires (SPV)


NOTA. /. Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie, que la convocation avait été faite le 21 novembre 2025 et que le nombre de membres en exercice étant de 29, le nombre de présent(s) est de : 20

Absents : 05

Procurations : 04

Total des votes : 24

Secrétaire de séance : Emilie NALEM

LE MAIRE,  
  
Johnny PAYET

DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION  
COMMUNE DE LA PLAINE-DES-PALMISTES

-----  
EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU VINGT-SEPT  
NOVEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq le VINGT-SEPT NOVEMBRE à DIX-HUIT HEURES ET VINGT-CINQ MINUTES le Conseil municipal de La Plaine-des-Palmistes dûment convoqué par Monsieur le Maire s'est assemblé au lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur PAYET Johnny.

**PRÉSENTS :** Johnny PAYET Maire – Sabine IGOUFE 1<sup>ère</sup> adjointe – Jean-Yves FAUSTIN 2<sup>ème</sup> adjoint – Gina DALLEAU 5<sup>ème</sup> adjointe – Jean-Claude DAMOUR 6<sup>ème</sup> adjoint – Marie-Héliette THIBURCE 7<sup>ème</sup> adjointe – Joan DORO conseiller municipal – Sonia ALBUFFY conseillère municipale – Frédéric AZOR conseiller municipal – Alain RIVIERE conseiller municipal – Joseph Luçay CHEVALIER conseiller municipal – Marie-Lourdes VÉLIA conseillère municipale – Elisabeth BAGNY conseillère municipale – Victorien JUSTINE conseiller municipal – Emilie NALEM conseillère municipale – Sophie ARZAL conseillère municipale – Mélissa MOGALIA conseillère municipale – Sylvie LEGER conseillère municipale – Jean-Luc SAINT-LAMBERT conseiller municipal – Joëlle DELATRE conseillère municipale

**ABSENT(S) :** Micheline CLAIN conseillère municipale – Érick BOYER conseiller municipal – Sabrina HOARAU conseillère municipale – Daniel JEAN-BAPTISTE dit PARNY conseiller municipal – Jean-Yves VACHER conseiller municipal

**PROCURATION(S) :** Mylène MAHALATCHIMY 3<sup>ème</sup> adjointe à Sabine IGOUFE – Sandra GRONDIN conseillère municipale à Johnny PAYET – Mickaël PAYET conseiller municipal à Alain RIVIERE – Yannick BOYER conseiller municipal à Sophie ARZAL

Publicité faite le 08/12/2025

Accusé de réception en préfecture  
974-219740065-20251127-DCM26-271125-DE  
Date de télétransmission : 05/12/2025  
Date de réception préfecture : 05/12/2025

## Affaire 26-271125

### Règlement intérieur - Mise à jour - La réserve opérationnelle et les sapeurs-pompiers volontaires (SPV)

Le Maire informe que le traitement des absences et de la rémunération des agents émargeant à la réserve opérationnelle ou aux sapeurs-pompiers volontaire est spécifique. Il convient dès lors de délibérer afin d'acter ces traitements et de mettre à jour le règlement intérieur de la collectivité.

#### LA RESERVE OPERATIONNELLE

Les fonctionnaires territoriaux et les agents contractuels peuvent souscrire un engagement à servir dans la réserve opérationnelle militaire (armée de terre, armée de l'air et l'espace, marine nationale et gendarmerie nationale) ou celle de la Police nationale.

Ci-dessous les dispositions législatives et réglementaires applicables afin de concilier le statut de réserviste et celui d'agent public.

	Réserve opérationnelle militaire	Réserve opérationnelle de la Police nationale
Âge	17 ans minimum 72 ans maximum  Art. L. 4211-2 du C. défense Art. L. 4221-2 du C. défense	18 ans minimum 67 ans maximum  Art. L. 411-9 du CSI
Contrat	Contrat de 1 à 5 ans  Art. L.4221-1 du C. défense	Contrat de 1 à 5 ans  Art. L.411-11 du CSI
Durée des activités	Maximum <b>60 jours</b> par an.  En cas de besoin, cette durée peut être portée à 150 ou 210 jours par an.  Art. L.4221-6 du C. défense	Maximum <b>90 jours</b> par an.  En cas de besoin, cette durée peut être portée à 150 jours par an.  Art. L.411-11 du CSI Art. L.411-11-1 du CSI
Préavis et accord de l'employeur (pour effectuer des activités dans la réserve sur le temps de travail)	<p>Le réserviste prévient son employeur <b>1 mois</b> avant son départ. Ce délai peut être réduit en cas de crise ou de clause de réactivité.</p> <p>L'agent public bénéficie d'une autorisation d'absence annuelle de plein droit de <b>10 jours par année civile</b>. L'autorité territoriale ne peut opposer un refus, même motivé par les nécessités de service.</p> <p>L'accord de l'employeur est obligatoire au-delà. Ce nombre peut être augmenté en cas de crise ou de clause de réactivité.</p> <p>Si l'employeur refuse, la décision doit être motivé et notifiée à l'agent ainsi qu'à l'autorité militaire sous 15 jours.</p> <p>Art. L.4221-4 du C. défense et par renvoi à l'Art. L.3142-94-3 du code du travail</p>	<p>Aucun délai de préavis n'est pour le moment prévu par les textes. <i>L'Autorité propose, un délai d'un mois, similaire à celui des militaires réservistes.</i></p> <p>La réglementation ne prévoit pour le moment aucune autorisation d'absence de plein droit La procédure de refus par l'employeur n'est pas détaillée par les textes. <i>(Les 10 jours de droit accordés aux réservistes de la police salariés ne semblent pas s'appliquer aux agents publics. Ces derniers doivent donc avoir l'accord préalable de leur employeur dès le premier jour, sous réserve de l'interprétation du juge.)</i></p> <p>Art. L.411-13 du CSI</p>

Position administrative	<p><u>Fonctionnaire :</u></p> <p>Jusqu'à 30 jours ouvrés cumulés par année civile : <b>congé avec traitement</b> pour accomplissement d'une activité dans la réserve opérationnelle.</p> <p>Au-delà de 30 jours ouvrés cumulés par année civile : le fonctionnaire est placé en <b>position de détachement</b>.</p> <p>Art. L.644-1 du CGFP Art. L.4251-6 du C. défense Art. 2 du décret n°86.68</p>	<p><u>Fonctionnaire :</u></p> <p>Jusqu'à 45 jours ouvrés cumulés par année civile : <b>congé avec traitement</b> pour accomplissement d'une activité dans la réserve opérationnelle.</p> <p>Au-delà de 45 jours, il n'apparaît pas possible de continuer à effectuer des activités dans la réserve sur son temps de travail.</p> <p>Art. L.644-1 du CGFP Art. L.411-13 du CSI</p>
	<p><u>Contractuel :</u></p> <p>Jusqu'à 30 jours ouvrés cumulés par année civile : l'agent est placé en <b>congé avec traitement</b>.</p> <p>Au-delà de 30 jours ouvrés cumulés par année civile : l'agent est placé en <b>congé sans traitement</b>.</p> <p>Art. 20 du décret n°88-145</p>	<p><u>Contractuel :</u></p> <p>Il semble que l'agent contractuel ne puisse bénéficier d'aucun jour de congé avec traitement pour effectuer des activités au titre de la réserve sur son temps de travail.</p> <p>Art. L.411-13 du CSI (<i>depuis le 26 janvier 2022</i>)</p>
	<p><u>Agent de droit privé :</u></p> <p>Le contrat de travail du réserviste salarié est suspendu pendant les périodes d'emploi et de formation dans la réserve opérationnelle de la police nationale.</p> <p>Toutefois, cette période est considérée comme une <b>période de travail effectif</b> pour les avantages légaux, conventionnels en matière d'ancienneté, d'avancement, de congés payés et de droits aux prestations sociales.</p> <p>Art. L.4251-5 du C. défense Art. L.411-13 du CSI</p>	
Réintégration	<p><u>Fonctionnaire :</u></p> <p><b>Réintégration après un détachement de courte durée :</b> le fonctionnaire est obligatoirement réintégré dans son corps ou cadre d'emplois et réaffecté dans l'emploi qu'il occupait antérieurement.</p> <p>Art. 8 du décret n°86-68</p> <p><u>Contractuel :</u></p> <p>Au terme d'une période d'activité dans la réserve, l'agent est réemployé sur son précédent emploi ou sur un emploi équivalent dans la mesure où les nécessités du service le permettent.</p> <p>Art. 20 et 33 du décret n°88-145</p>	

La gestion de la rémunération et du maintien du régime indemnitaire (primes) :

Le régime indemnitaire est maintenu pendant ce congé, dès le premier jour d'absence.

	<u>Fonctionnaire et contractuel :</u>	<u>Fonctionnaire et contractuel :</u>
<b>Rémunération</b>	Solde militaire + traitement si la période y ouvre droit	Indemnisation + traitement si la période y ouvre droit
	Art. L644-1 du CGFP Art. L4251-6 du C. défense Art. 20 du décret n°88-145	Art. L644-1 du CGFP Art. L411-13 du CSI Art. 20 du décret N°88-145
	<u>Agent de droit privé :</u>	<u>Agent de droit privé :</u>
	Solde militaire + maintien total ou partiel du salaire selon la volonté de l'employeur  Art. L4221-5 du C. défense	Indemnisation + maintien total ou partiel du salaire selon la volonté de l'employeur  Art. L411-13 du CSI

**Récapitulatif :**

Statut de l'Agent	Durée de l'Absence	Maintien du Traitement (Indiciaire + SFT/IR)	Maintien du Régime Indemnitaire (RIFSEEP)	Position Administrative
Fonctionnaire	≤ 30 jours ouvrés/an	Oui (de droit)	Conditionnel (Uniquement si prévu par délibération de la collectivité)	Congé avec traitement
Fonctionnaire	> 30 jours ouvrés/an	Non (Rémunéré par l'autorité militaire/police)	Non applicable	Détachement
Agent Contractuel	≤ 30 jours ouvrés/an	Oui (de droit)	Conditionnel (Uniquement si prévu par délibération de la collectivité)	Congé avec traitement
Agent Contractuel	> 30 jours ouvrés/an	Non	Non applicable	Congé sans traitement

Un réserviste opérationnel ne peut conclure un contrat d'engagement à servir dans la réserve qu'au profit d'une unique force armée (Armée de terre, Armée de l'air et de l'espace, Marine nationale et Gendarmerie nationale). Toutefois, il lui est permis de cumuler cet engagement avec un service simultané dans la réserve opérationnelle de la police nationale.

**Protection professionnelle et sociale :**

Aucun licenciement ou déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés à l'encontre d'un agent public réserviste en raison des absences résultant de sa participation à des activités dans la réserve opérationnelle. (Art. L4251-4 du C. défense et Art. L411-13 du CSI)

Pendant les périodes d'activité, le réserviste bénéficie, pour lui et ses ayants droit, des prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès du régime de sécurité sociale dont il relève en dehors de son service dans la réserve opérationnelle. (Art. L4251-2 du C. défense ET Art. L411-14 du CSI)

Le réserviste victime d'une blessure physique ou psychique ou ayant contracté une maladie pendant une période d'activité dans la réserve et, en cas de décès, ses ayants droit ont droit, à la charge de l'Etat, à la réparation intégrale du préjudice subi, sauf en cas de dommage imputable à un fait personnel détachable du service. (Art. L4251-7 du C. défense ET Art. L411-16 du CSI)

**Références juridiques :**

- Art. L. 644-1 du code général de la fonction publique,
- Art. L. 4211-1 à L. 4211-2 du code de la défense,
- Art. L. 4221-1 à L. 4221.6 du code de la défense,
- Art. L. 4251-1, L. 4251-2 à L. 4251-6 du code de la défense,



- Décret n° 85-145 du 15 février 1988,
- Circulaire du Premier ministre, datée du 2 août 2005 (J.O du 6 août 2005).

## **LES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES (SVP)**

Les sapeurs-pompiers volontaires n'ont pas de cadre réglementaire comme prévu pour la réserve opérationnelle militaire.

La section 3 du Code de la sécurité intérieure définit le cadre juridique applicable aux sapeurs-pompiers volontaires, en précisant notamment les conditions de leur engagement, les modalités d'exercice de leurs missions ainsi que les règles relatives au cumul d'activités.

### **L'activité du sapeur-pompier volontaire**

En premier lieu, il est nécessaire de rappeler que toute personne, qu'elle soit ou non en activité et quelle que soit son activité professionnelle, peut devenir sapeur-pompier volontaire, sous réserve de satisfaire aux conditions d'engagement (Art. L723-3).

En s'engageant, le sapeur-pompier volontaire contribue, partout sur le territoire, aux diverses missions de sécurité civile principalement assurées par les services d'incendie et de secours. Il peut également être amené à exercer des missions spécifiques ou à occuper des fonctions particulières dans le cadre de l'organisation des services (Art. L723-4).

L'activité de sapeur-pompier volontaire, fondée sur le **volontariat** et le **bénévolat**, ne relève pas d'un exercice professionnel, mais s'effectue selon un cadre spécifique qui lui est propre (Art. L723-5).

L'article L723-10 prévoit l'existence d'une charte nationale du sapeur-pompier volontaire. Celle-ci rappelle les valeurs fondamentales du volontariat, fixe les droits et obligations des volontaires, et précise le rôle du réseau associatif dans la promotion, la reconnaissance et la défense de leurs intérêts. Cette charte est signée par chaque sapeur-pompier volontaire lors de son premier engagement.

### **La gestion de la rémunération et du maintien du régime indemnitaire (primes)**

L'activité de sapeur-pompier volontaire est à but non lucratif et ouvre droit à des indemnités horaires ainsi qu'à des prestations sociales et de fin de service.

### **Le traitement ainsi que le régime indemnitaire est maintenue**

#### **Les Autorisations Spéciales d'Absences (ASA) (Art. L723-12)**

Les activités ouvrant droit à autorisation d'absence du sapeur-pompier volontaire pendant son temps de travail sont les suivantes :

1° Les missions opérationnelles concernant les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes et leur évacuation, ainsi que la protection des personnes, des biens et de l'environnement, en cas de péril ;

2° Les actions de formation, dans les conditions fixées par l'article L. 723-13 ;

3° La participation aux réunions des instances dont il est membre et, pour le sapeur-pompier volontaire exerçant des responsabilités, aux réunions d'encadrement au niveau départemental ou de groupement organisées par le service d'incendie et de secours.

Les autorisations d'absence ne peuvent être refusées au sapeur-pompier volontaire que lorsque les nécessités du fonctionnement de l'entreprise ou du service public s'y opposent.

L'article L723-11 : l'employeur public d'un sapeur-pompier volontaire, peut conclure avec le service d'incendie et de secours **une convention** afin de préciser les modalités de la disponibilité opérationnelle et de la disponibilité pour la formation des sapeurs-pompiers volontaires. Cette convention veille notamment à s'assurer de la compatibilité de cette disponibilité avec les nécessités du fonctionnement de l'entreprise ou du service public.

L'employeur public ayant conclu cette convention peut se voir attribuer le label « employeur partenaire des sapeurs-pompiers », dans des conditions fixées par décret. La programmation des gardes des sapeurs-pompiers volontaires établie sous le contrôle du directeur départemental des services d'incendie et de secours est communiquée à leurs employeurs, s'ils en font la demande. Lorsqu'une convention est conclue entre l'employeur d'un sapeur-pompier

volontaire et le service d'incendie et de secours, les parties fixent le seuil d'absence au-delà duquel les nouvelles autorisations d'absence donnent lieu à une compensation financière et en précisent les conditions.

Si des autorisations spéciales d'absence sont à déployer lors des réserves opérationnelles des sapeurs-pompiers (10 jours pour la réserve militaire), il convient de saisir le CST afin de délibérer et d'obtenir les avis.

Le refus est motivé, notifié à l'intéressé et transmis au service d'incendie et de secours.

#### **Le bénéfice de congés annuels, CET et des jours de repos (Art. L723-12-1)**

L'agent peut, sur sa demande et en accord avec son employeur, renoncer anonymement et sans contrepartie à tout ou partie de ses jours de repos non pris, qu'ils aient été affectés ou non sur un compte épargne-temps, au bénéfice d'un autre salarié relevant du même employeur ayant souscrit un engagement de sapeur-pompier volontaire, pour lui permettre de participer aux missions ou activités du service d'incendie et de secours.

Le congé annuel ne peut être cédé que pour sa durée excédant vingt-quatre jours ouvrables.

Le salarié bénéficiaire d'un ou de plusieurs jours de repos cédés en application du premier alinéa bénéficie du maintien de sa rémunération pendant sa période d'absence. Cette période d'absence est assimilée à une période de travail effectif pour la détermination des droits que le salarié tient de son ancienneté. Le salarié conserve le bénéfice de tous les avantages qu'il avait acquis avant le début de sa période d'absence.

Les agents publics civils et militaires peuvent bénéficier de la faculté prévue pour les salariés au présent article, dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat. Le chef de service est informé du don de jours de repos. Il ne peut pas s'y opposer.

#### **Les actions de formation (Art. L723-13)**

Les sapeurs-pompiers volontaires bénéficient d'actions de formation adaptées aux missions qui leur sont confiées en tenant compte des compétences qu'ils ont acquises, dans les conditions fixées aux articles L. 1424-37 et L. 1424-37-1 du code général des collectivités territoriales (Tout sapeur-pompier volontaire ou tout volontaire en service civique des sapeurs-pompiers bénéficie, dès le début de sa période d'engagement, d'une formation initiale et, ultérieurement, d'une formation continue.).

#### **La position administrative (Art. L723-14)**

Le temps passé hors du lieu de travail, pendant les heures de travail, par le sapeur-pompier volontaire pour participer aux missions à caractère opérationnel et aux activités de formation est assimilé à une durée de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés, des droits aux prestations sociales et pour les droits qu'il tire de son ancienneté.

#### **Action disciplinaire (Art. L723-16 et L723-17)**

Aucun licenciement, aucun déclassement professionnel, ni aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés à l'encontre d'un salarié en raison des absences résultant de l'application des dispositions de la présente section.

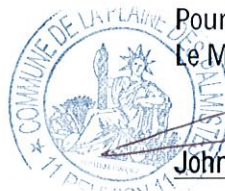
Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée à l'encontre d'un agent public en raison des absences résultant de l'application des dispositions de la présente section.

Appelé à en délibérer, le Conseil municipal à l'**UNANIMITÉ** des membres présents et représentés,

- **VALIDE** les termes du présent rapport,
- **VALIDE** le traitement des absences et de la rémunération des agents réservistes et sapeur-pompiers volontaires tel que présenté ci-dessus,
- **AUTORISE** le Maire, ou en son absence, l'Elu délégué, à signer tout document y afférent.

---

Fait et délibéré en mairie les jours, mois et an ci-dessus et ont signé les membres présents



Pour copie conforme,  
Le Maire,

  
Johnny PAYET